



Universitaires et officiels revisitent l'histoire et le rôle de la FASTEF



La Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation a célébré, mardi, à l'Ucad 2, ses 60 ans lors d'une cérémonie placée sous la présidence du ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation, Pr Moussa Baldé, et de son homologue gambien, Pierre Gomez. L'évènement a été marqué par la leçon inaugurale prononcée par le philosophe Pr Souleymane Bachir Diagne sur le thème "Eduquer et former pour demain".

"En effet, c'est en 1962 que le Centre pédagogique supérieur (CPS) fut créé pour fournir à notre pays des ressources humaines de qualité en matière d'éducation et pour asseoir l'indépendance du Sénégal (...)", a rappelé Pr Moustapha Sokhna, Doyen de la FASTEF. Cet établissement deviendra ensuite l'Ecole Normale Supérieure de Dakar, transformée dans le courant des années 2000, en Faculté rattachée à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

<https://aps.sn/detail/1629>

Ouvrir les bibliothèques coloniales à "l'évaluation et à la critique"



"(...) L'on doit ouvrir les bibliothèques coloniales à l'évaluation et à la critique plutôt que de les brûler", a martelé Souleymane Bachir Diagne, agrégé de philosophie et spécialiste de l'histoire des sciences et de la philosophie islamique.

Il prononçait une leçon inaugurale mardi 20 décembre, dans le cadre de la célébration des 60 ans de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Dakar, devenue Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (FASTEF). Cette institution qui forme les enseignants du moyen et du secondaire ainsi que les inspecteurs de l'éducation est rattachée à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Le mouvement de la décolonisation des savoirs est né à l'université du Cap, en Afrique du Sud, en 2015, avec le déboulonnage de la statue de Cécil Rhodes, ancien Premier ministre de la colonie du Cap (1890-1896), a rappelé le conférencier.

<https://aps.sn/detail/1621>

Cop 27-Ucad : Des Universitaires se penchent sur le bilan et les perspectives...



Le Centre Ouest-Africain de Service Scientifique sur le Changement Climatique et l'Utilisation Adaptée des Terres (WASCAL) a organisé ce jeudi, à l'Ucad, un panel dans le cadre de la célébration des 10 ans de cet institut dont le thème « COP 27 : bilan et perspectives pour l'Afrique » est débattu par d'imminents panalistes.

Le Wascal, Un réseau Ouest Africain qui regroupe deux (12) universités, à travers onze (11) pays de l'Afrique de Ouest s'est penché ce jeudi, sur les dix (10) ans de cette institution.

Une occasion pour Dr Assane Gueye de revenir sur cette rencontre animée par des panalistes et qui va permettre de faire le bilan en mettant en exergue les véritables motivations et accords sur le fonds de stratégies et d'adaptation, de voir les perspectives dans un moment où la finance climat a toujours été agité et que des pays africains avaient du mal à accéder.

https://senego.com/cop-27-ucad-des-universitaires-de-la-sous-region-se-pensent-sur-le-bilan-et-les-perspectives_1498338.html

«C'est faux de dire que les infrastructures ne se mangent pas»



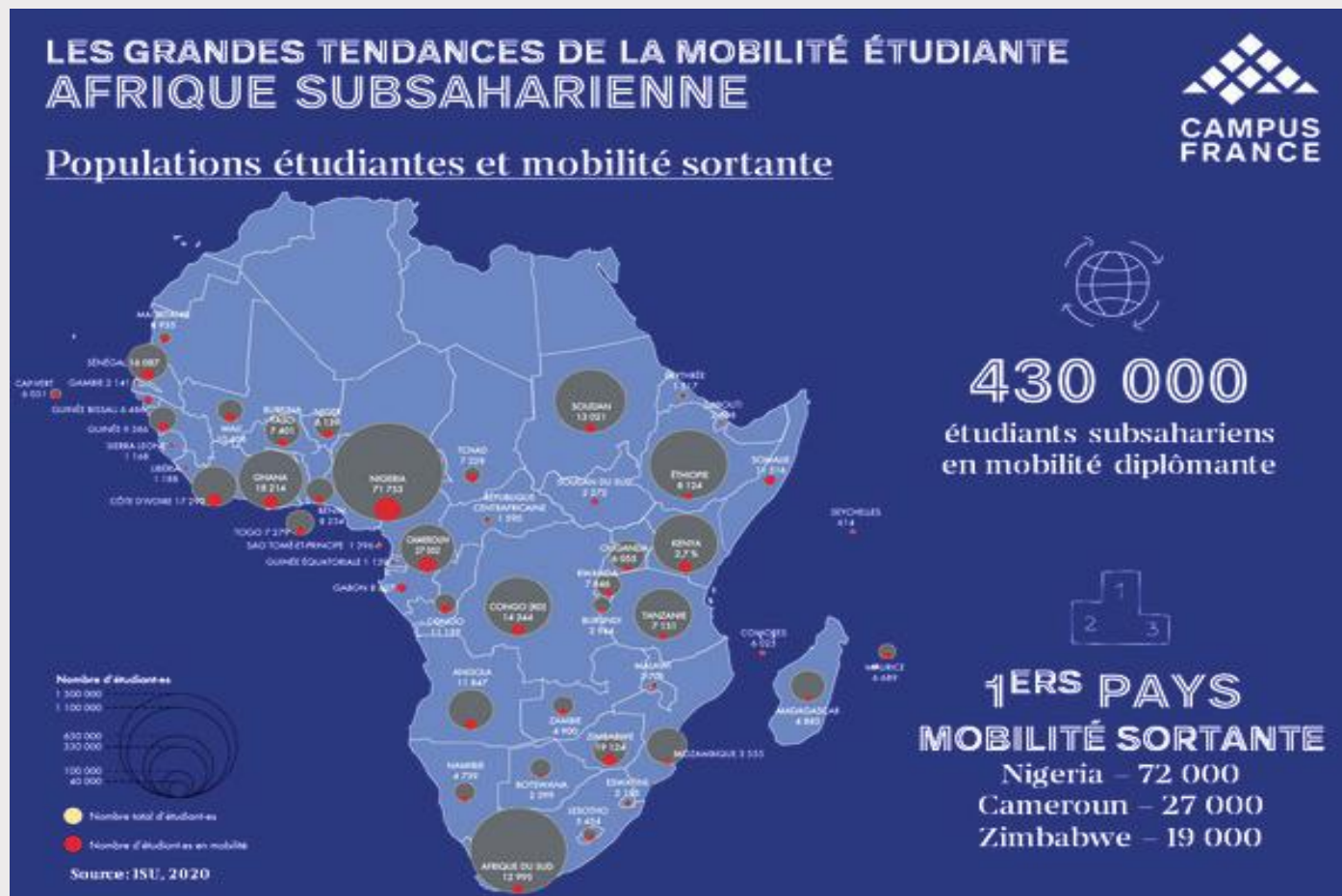
L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a organisé un panel de haut niveau avec le bureau de la Banque mondiale au Sénégal. Il portait sur la situation économique du Sénégal. Parmi les panelistes autour de la table, il y avait Aminatou Hélène Ba, économiste pays pour la Banque mondiale, le vice-président de la Banque mondiale pour la région Afrique de l'ouest et du centre, Ousmane Diagana, la Professeure à l'école supérieure polytechnique au département gestion, Fatou Diop Sall et l'économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, Andrew Dabalen.

Le panel a été présidé par le Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop, Pr Amadou Aly Mbaye. (...) "Je vais corriger une erreur assez fréquente dans les médias. On a l'habitude de dire que les infrastructures ne se mangent pas. En économie, on appelle cela le sophisme qui veut dire une déclaration plausible mais fausse. C'est faux ! Les infrastructures se mangent !" tonne le Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop.

<https://www.senepius.com/economie/-cest-faux-de-dire-que-les-infrastructures-ne-se-mangent-pas>

Actualité internationale

Afrique subsaharienne : Seuls 20 % des étudiants mobiles choisissent de rester dans la région



Selon l'Agence Campus France, l'Afrique subsaharienne compte 430 000 étudiants en mobilité internationale. La France et les Etats-Unis sont les principaux pays d'accueil, et l'Afrique du Sud occupe la 3e place.(...).

Très peu d'étudiants d'Afrique subsaharienne en mobilité choisissent de poursuivre leurs études dans un établissement de la région. Selon Campus France, seuls 20 % de ces étudiants restent dans la région. L'agence française a publié récemment une étude sur les grandes tendances de la mobilité étudiante en Afrique subsaharienne entre 2020 et 2022.

Le faible taux de la mobilité intra zone en Afrique subsaharienne contraste avec le nombre élevé d'étudiants de la région en mobilité internationale. En effet, 4,8 % d'entre eux partent en mobilité internationale contre 2,7 % en moyenne dans le monde, note l'étude. Les principaux pays de départ sont le Nigeria (17 % des étudiants subsahariens en mobilité), le Cameroun (6%) et le Zimbabwe (4,5 %).

<https://www.agencecofin.com/formation/2112-104028-afrique-subsaaharienne-seuls-20-des-etudiants-mobiles-choisissent-de-rester-dans-la-region>

Guinée : Le budget de l'Enseignement Supérieur en baisse de 3%



Ce mercredi 21 décembre 2022, Docteur Diaka Sidibé, ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation était devant les membres du Conseil National de la Transition pour présenter sa lettre de politique sectorielle. Dans cet exercice, elle axé son intervention sur le budget alloué à son département, les projets en cours et les perspectives. Pour atteindre les objectifs assignés au Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche scientifique et de l'Innovation (MESRSI), Dr Sidibé compte sur un budget estimé en 2023 à Mille Soixante-treize milliards huit cent quatre-vingt-douze millions deux cent neuf mille cinq cent soixante-quinze Francs guinéens (1 073 892 209 575 GNF). Soit un budget en baisse de 3% par rapport à l'année 2022.

<https://www.africaguinee.com/articles/2022/12/21/-guinee-le-budget-de-l-enseignement-superieur-en-baisse-de-3>

République de Guinée : La dématérialisation du paiement des bourses se concrétise



Entamée il y a plusieurs années, la dématérialisation des paiements des bourses d'entretien des étudiants se concrétise enfin. Le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, Lancinet Conté, a signé, ce 19 décembre 2022, une convention cadre avec la société Paycard pour le paiement électronique des bourses d'entretien des étudiants.

« Nous venons de procéder à la signature d'un contrat avec la société Paycard pour dématérialiser le paiement des bourses au niveau de nos institutions d'enseignement supérieur », a souligné Lancinet Conté, avant de parler des avantages de cette dématérialisation des paiements des bourses : « L'objectif c'est d'amener la société Paycard à payer par voie électronique les bourses d'entretien des étudiants bénéficiaires. Il n'y aura plus de files indiennes dans les institutions d'enseignement supérieur pour le paiement des bourses, il n'y aura plus de problèmes de pertes de bourses. »

<https://guineenews.org/enseignement-superieur-la-dematerialisation-du-paiement-des-bourses-dentreti-en-des-etudiants-se-concretise/>

Togo : Une agence nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur



Le Togo va se doter d'une agence nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur (ANAGES). Un projet de décret a été adopté à cet effet par le gouvernement, hier mercredi 21 décembre 2022, lors du Conseil des ministres.

La structure aura ainsi « pour mission principale de coordonner la mise en œuvre du système togolais d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur et la recherche », selon l'exécutif. Il s'agira aussi « d'assurer la régulation, l'évaluation et l'accréditation dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur et la recherche » et « de promouvoir la culture de l'évaluation et de l'assurance qualité. »

Notons que cette adoption vient à la suite d'un autre texte, adopté fin octobre, qui organisait l'ensemble de l'assurance-qualité dans l'enseignement au Togo. Le texte prévoyait notamment une structure de contrôle et d'évaluation de la qualité, dans les établissements et universités.

<https://www.togofirst.com/fr/education/2212-11162-togo-une-agence-nationale-d-assurance-qualite-de-l-enseignement-superieur>